

2 juin : Journée nationale d'actions à la DGFIP

Les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP, sont engagés dans le combat fondamental contre toutes les régressions sociales et pour le retrait de la « loi travail » et participeront aux initiatives interprofessionnelles programmées dans les prochains jours.

En effet, les attaques portées contre la DGFIP et les autres administrations relèvent d'une idéologie similaire à celle qui sous tend la loi travail. Cette idéologie est parfaitement simple à comprendre : Tout ce qui est bon pour les GRANDES ENTREPRISES est bon pour...LES GRANDES ENTREPRISES. C'est pour cela que l'Etat se met en retrait de la République et met tous ses moyens financiers et légaux au service de ces mêmes GRANDS ENTREPRISES, qui ont des lobbies très efficaces et n'ont pas besoin de manifester pour se faire entendre. Cela veut dire évidemment la réduction du « train de vie » de l'Etat, et forcément du nombre de fonctionnaires.

Dans cette nouvelle idéologie, qui tient lieu de nouvelle religion, les Grandes ENTREPRISES sont les NOUVEAUX DIEUX. Et ces DIEUX, plus exigeants que les anciens DIEUX Grecs, réclament des sacrifices, sous peine de quitter nos cieux, sous peine que notre terre soit maudite, avec encore plus de millions et de millions de chômeurs qui seront comme des âmes en peine!!! (quelqu'un nous souffle dans l'oreillette que c'est déjà le cas ?)

Mais évidemment, à la différence des anciens Dieux Grecs ils ne demandent pas à l'Etat français de faire griller des centaines de boeufs bien gras et des troupeaux de moutons entiers, pour en sentir le délicat fumet qui monte jusqu'à leurs narines délicates et divines. Aujourd'hui, modernité oblige, les NOUVEAUX DIEUX veulent sentir le délicat fumet de la grasse masse salariale des fonctionnaires, de leurs appétissants RTT, et du gros et gras code du travail, et des carcans réglementaires et administratifs qui leurs mettent l'eau à la bouche.

Les NOUVEAUX DIEUX ONT FAIM ET LES FONCTIONNAIRES DE LA DGFIP SONT AU MENU

Car l'ETAT qui est très pressé de donner satisfaction aux NOUVEAUX DIEUX fait tout ce qui est en son pouvoir pour leur donner satisfaction, comme le montre la nouvelle loi de flexibilisation du travail, les suppressions de poste à la DGFIP, les très substantiels crédits d'impôts...et tous les beaux discours en couleurs sur la modernisation, la dématérialisation, les lignes directrices, ne sont que des incantations qui visent à provoquer la confusion dans nos esprits et cacher leur véritable dessein.

Alors, évidemment, les syndicats de la DGFIP, qui n'ont qu'un seul DIEU, à savoir la REPUBLIQUE, beaucoup plus belle et bénéfique pour les citoyens, et à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors du combat contre cette nouvelle religion hérétique et ces DIEUX plus nuisibles et néfastes que de nuées de criquets pèlerins s'abattant sur des champs de sorgho en Afrique.

Ce que ne semblent pas comprendre l'ETAT si prompt à satisfaire l'appétit de ces Dieux, c'est le caractère insatiable de celui-ci. Une faim sans fin. Plus l'Etat leur en donne, plus ils en veulent...ils ne sont jamais REPUS, plus vous supprimez de fonctionnaires plus leur appétit augmente, d'autant que par un effet de vases communicants, moins il y a de fonctionnaires, moins il y a de grévistes et moins il y a de grévistes moins il y a de fainéants de fonctionnaires....

Aussi pour arrêter de gaver ces NOUVEAUX DIEUX qui ne savent plus où planquer leur sous, Panama ? Luxembourg ? Delaware ? îles vierges ? etc...rappelons nous à la mémoire de notre Etat et de nos concitoyens **en faisant grève le 2 juin** ou en faisant des AG ou en secouant le cocotier (si vous le trouvez, mais c'est au sens figuré), ou en jouant de la trompette, du tambourin, de la flûte de pan (sur la gueule, là aussi, au sens figuré), des casseroles (si vous n'en avez pas allez voir votre banque elle en a) ou toute autre activité qui vous permettra de vous faire entendre par les sourds qui nous gouvernent.

Nos organisations syndicales appellent ainsi les agents de la DGFIP à s'inscrire le 2 juin dans une « journée d'actions et de grèves DGFIP » pour exiger les moyens nécessaires à l'exercice normal des missions de la DGFIP.

Le saviez-vous, M. Pierre ROYER a indiqué qu'il souhaitait que la DDFIP soit candidate pour accueillir un Centre de contact.

Comme leur nom ne l'indique pas, les centres de contact visent à réduire au minimum les contacts avec les contribuables. Ces centres de contact, à la différence des centres d'appel, qui ne gèrent que les flux des appels téléphoniques, ont un périmètre qui s'étend à l'ensemble des canaux de communication : téléphone, messagerie électronique, messagerie instantanée voire courrier papier de plusieurs départements.

Plus précisément il s'agit pour les agents de ces centres d'assurer une mission de téléconseillers qui devront renseigner les différents contribuables en matière fiscale et foncière, de gérer leurs dossiers (changement d'adresse, identifiants..), de délivrer des documents (avis, plan, bordereau), de réaliser des paiements (téléversements, carte), de préparer des demandes de délais, de préparer des demandes contentieuses, etc..En d'autres termes, il s'agira d'assurer des missions de front office (premier niveau).

L'objectif est de faire diminuer l'accueil physique dans les trésoreries et les SIP et d'orienter les contribuables vers l'utilisation des moyens dématérialisés pour faire leur démarches. D'ailleurs, l'accueil physique a commencé à se réduire en diminuant les horaires d'ouvertures, comme vous le savez le CFP de Chamars n'est plus ouvert les mardis et jeudis après-midi. La réduction de l'accueil physique permet de supprimer toujours plus de postes en cellule accueil, SIP, SIE et en trésoreries.

Mais la mise en place de ces centres va modifier complètement les conditions de travail de ceux qui y seront affectés. Par exemple les centres seront ouverts de 8h30 à 19h du lundi au vendredi, sans interruption, voire jusqu'à 22h et le samedi pendant les périodes déclaratives ou de sortie de rôles. De même le droit aux congés sera lié aux nécessités de service et à la mise en place de périodes rouges.

Les conditions de travail sont tellement dégradées que le centre de contact de Chartres ne fait pas carton plein en termes de demandes de mutation : au 1^{er} mars 2016, il manquait huit agents (1B et 7 C). Solidaires Finances Publiques avait dénoncé dès sa mise en œuvre les dangers, d'une telle structure à la fois pour les missions, les agents et les usagers. Mais la DG s'entête et élargit son expérimentation à 3 nouveaux centres de contacts : Carcassonne, Valence et un autre rattaché au CIS de Nancy. Et nous avons appris avec stupéfaction, comme si nos conditions de travail n'étaient pas assez dégradées, que notre Directeur départemental souhaitait que la DDFIP soit candidate pour accueillir des missions supra-départementales telles qu'un centre de contacts. Comment ce centre de contact sera-t-il pourvu en emploi ? Vraisemblablement à effectif décroissant (compte tenu des politiques actuelles), ce qui provoquera forcément une surcharge de travail dans les autres services.